BRENNUS 4.0

LETTRE D'INFORMATION DU CENTRE DE DOCTRINE ET D'ENSEIGNEMENT DU COMMANDEMENT

Octobre 2019

L'entraînement de l'armée française pendant l'Entre-deux-guerres et la « drôle de guerre » ses liens avec le désastre de 1940

Par le lieutenant-colonel Christophe Gué, de la Délégation au patrimoine de l'armée de Terre

L'armée française était relativement mal entraînée en mai 1940, comme en témoignent les paniques qui survinrent, face à l'imprévu, et le manque de réactivité des unités dans des situations mouvantes. La question de l'entraînement paraît pourtant n'avoir eu qu'une importance relative dans la défaite, compte tenu des insuffisances matérielles, organisationnelles et doctrinales dont souffrait l'armée française (armée défensive, conçue pour exécuter une « bataille conduite » et manquant de mobilité et d'agilité) et, surtout, du plan Dyle-Breda, qui fut appliqué le 10 mai 1940, et qui rendit ces insuffisances particulièrement critiques : choix d'une entrée en Belgique, au nord du sillon Sambre et Meuse, privant les forces terrestres d'une réserve significative dans le cas d'un effort ennemi plus au sud.

Une telle évaluation du rôle de l'entraînement dans le désastre qui survint revient cependant à oublier les risques considérables que prirent les Allemands en attaquant dans les Ardennes. L'entreprise était d'autant plus risquée qu'une grande partie du haut commandement de ses forces terrestres y était hostile et que cela aurait aggravé les conséquences d'un échec : dissolution de l'armée et des corps blindés, et réintégration des divisions de *Panzer* dans les armées classiques. Un tel échec était possible et il serait devenu probable face à des troupes françaises utilisant leurs moyens plus judicieusement qu'elles ne le firent.

Cela nous amène à nous demander si les insuffisances françaises en matière d'entraînement n'ont pas eu des conséquences bien plus graves qu'il n'y paraît de prime abord.

La réponse à cette question semble largement positive dans la mesure où :

- l'outil militaire français était amoindri du fait de la manière dont l'entraînement avait été conçu ;
- l'utilisation de cet outil, tel qu'il existait, souffrit du manque d'entraînement des utilisateurs.

Les conséquences des insuffisances de l'entraînement sur l'outil militaire à proprement parler

Le manque de réalisme de l'entraînement eut des conséquences fâcheuses sur les matériels, sur l'organisation et sur la doctrine de l'armée française pendant l'Entre-deux-guerres ; et les huit mois de répit de la « drôle de guerre » ne permirent pas de remédier à cette situation.

Entre-deux-guerres :

Pendant l'Entre-deux-guerres, l'utilisation d'un matériel dépassé, que les crédits de plus en plus restreints ne permirent pas de renouveler de manière significative jusqu'en 1935 [1], et la rareté des manœuvres d'ensemble, avec des moyens modernes, qui eurent lieu par la suite, formatèrent la pensée militaire et étouffèrent la créativité au sein de l'armée. Le contraste était saisissant avec l'Allemagne, où l'absence de matériel ancien facilita l'innovation et où l'on s'entraîna avec des moyens de substitution, ainsi qu'en dehors du cadre restreint de la *Reichswehr* [2], puis de la *Wehrmacht* naissante [3].

La situation était telle que la doctrine et l'organisation de l'armée française prirent un important retard sur les possibilités offertes par la technique, en matière de motorisation et de transmissions notamment, celles-ci n'étant pas bien appréhendées.

C'est ainsi que le passage du char d'accompagnement d'infanterie au char de bataille, c'est-à-dire à une arme nouvelle, se révéla particulièrement difficile ; et la nécessité de créer de grandes unités blindées autonomes autour d'un noyau de chars de bataille eut du mal à s'imposer en dépit de l'utilité présentée par de telles formations, y compris dans le cadre d'une guerre défensive. Le général Gamelin, chef d'état-major général à partir de 1931, était convaincu que l'on pourrait faire face en renforçant les divisions d'infanterie ou les divisions légères mécaniques (DLM) [4] avec des bataillons de chars, en fonction des besoins, et il fallut attendre septembre 1936 pour qu'il admît le principe des divisions cuirassées de réserve (DCR) auxquelles pourraient être confiées des actions en force. Tout cela retarda la production des chars de bataille et la mise au point du matériel nécessaire à leur appui et à leur soutien.

Conscient du manque d'entraînement à tous les niveaux, le général Gamelin n'était d'ailleurs guère favorable à l'action autonome des unités subordonnées et au développement de l'esprit d'initiative aux plus bas échelons. En conséquence, il estimait que la bataille devait être conduite par le niveau le plus élevé [5].

Le même problème se posa au niveau interarmées avec la sous-estimation du rôle de l'aviation en appui des opérations terrestres [6] du fait de l'absence d'exercices communs. Cette situation fut favorisée par l'apparition d'une armée de l'air indépendante en juillet 1934 (le ministère de l'Air datant de 1928), sans qu'un ministère, ni qu'un état-major de la Défense national soient pour autant créé [7].

En dépit du répit qu'elle procura à l'armée française, la « drôle de guerre » ne permit pas de remédier à la situation.

Drôle de Guerre :

Pendant la « drôle de guerre », on privilégia plus que jamais la défensive rigide par rapport à la défensive-offensive. Le défaut d'entraînement et d'expérience du haut commandement le rendait en effet peu à même de tirer les enseignements de la campagne de Pologne. Mesurant mal les possibilités offertes par le moteur, le général Gamelin estimait pouvoir déjouer les tentatives de percée ennemie au moyen d'une défensive statique sur la ligne Maginot et son prolongement, le long de la Meuse, ainsi que sur la position qu'il pensait avoir le temps d'occuper et d'aménager en Belgique, sur la Dyle, ainsi qu'aux Pays-Bas (région de Breda). Pour y intervenir, il se priva de l'armée de réserve qu'il possédait (7^{e} armée du général Giraud, stationnée en Champagne). Dans de telles conditions, la priorité fut donnée au renforcement des moyens défensifs et la mise sur pied des divisions cuirassées, qui ne seraient utiles qu'ultérieurement, s'en trouva encore retardée.

Cette stagnation doctrinale était d'autant plus fâcheuse que chez les Allemands, l'idée d'effectuer des regroupements de divisions blindées, de manière à disposer d'un instrument per-

mettant d'obtenir des résultats décisifs, fit au contraire son chemin grâce à l'entraînement que la campagne de Pologne avait procuré à la *Wehrmacht*.

Elle aboutit à la constitution de quatre corps blindés dont deux étaient eux-mêmes regroupés en une armée blindée (groupement Kleist = corps blindés Guderian et Rheinardt + corps motorisé Wittersheim), qui reçut la mission d'opérer dans les Ardennes la percée qui amènerait la victoire dans le cadre du plan Jaune.

Ainsi, pendant l'Entre-deux-guerres et la « drôle de guerre », les insuffisances de l'entraînement - conséquences de choix du pouvoir politique et du commandement - firent partie des facteurs qui empêchèrent la France de disposer d'un outil militaire à la hauteur de son potentiel réel. Cependant, ces défauts ne pouvaient-ils pas être compensés par un entraînement adapté à l'état de cet outil ?

Les conséquences des insuffisances de l'entraînement sur l'emploi de l'outil militaire :

Insuffisant pour contribuer à la mise au point d'un instrument de combat optimal, l'entraînement des armées française ne permettait pas davantage de tirer correctement parti de l'existant. Cela eut de lourdes conséquences pendant l'Entre-deux-guerres et les huit mois de la « drôle de guerre » n'amenèrent pas le redressement de la situation qu'on pouvait espérer.

Entre-deux-guerres

Dans l'Entre-deux-guerres, le nombre limité de grandes manœuvres et d'exercices qui eurent lieu et la faible place laissée à l'initiative des « joueurs », privèrent les états-majors et les chefs de l'entraînement nécessaire à une utilisation optimale de l'outil dont ils disposaient. Celui-ci pâtissait d'ailleurs d'un défaut d'entraînement à tous les niveaux.

Avec le service à un an en 1928, qui fut réduit à dix mois en 1932, la situation était en effet devenue très critique en matière d'instruction. En mars 1936, au moment de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin par l'Allemagne hitlérienne, le service à deux ans venait d'être rétabli (1935), mais la diminution de l'instruction et de l'entraînement avait entraîné la fermeture de nombreuses installations et camps, ainsi que la suppression de l'Ecole de l'infanterie et des chars. Cela entrava considérablement les efforts entrepris pour reprendre l'entraînement.

Ainsi s'explique l'incapacité de réagir de l'armée française en mars 1936, alors que l'armée allemande ne représentait encore qu'une force minime et que l'occasion de donner un coup d'arrêt sérieux au IIIe *Reich* se présentait.

Les efforts effectués en matière de défense nationale par le gouvernement du Front populaire, à partir de la fin 1936, n'améliorèrent que partiellement la situation et ne permirent pas de réagir davantage face aux coups de forces suivants d'Hitler. La priorité donnée à la construction de certains matériels (chars, notamment) se fit en effet au détriment des matériels d'appuis et de soutien des DCR et de l'équipement d'instruction (champs de tirs, terrains de manœuvres) et explique la rareté des grandes manœuvres à la fin des années 1930 : il n'y en eu pas en 1936 ; celles de l'automne 1937, avec une DLM, une DI motorisée, et une DCR, n'eurent pas lieu [8] ; reportée à 1938 l'expérimentation de la DCR fut annulée.

Ce défaut d'entraînement était d'autant plus critique qu'à la même époque, l'armée allemande – ses composantes les plus modernes notamment - s'entraînait de manière intensive dans ses camps et dans le cadre des interventions décidées par Hitler (action de la légion Condor en Espagne, annexion de l'Autriche, démembrement de la Tchécoslovaquie).

Le défaut d'entraînement de l'armée française, face à une armée allemande que l'on savait réactive, explique l'occasion manquée d'une offensive d'envergure sur la rive gauche du Rhin, au début de la Guerre, alors que les gros de la *Wehrmacht* étaient occupés en Pologne et que la ligne Siegfried, qui souffrait de graves insuffisances, était faiblement tenue [9] .

Avec la « drôle de guerre » l'occasion se présenta cependant de remédier aux insuffisances dont souffrait l'outil militaire.

« Drôle de Guerre » et bataille de France

Les huit mois de la « drôle de guerre » ne furent cependant guère mis à contribution pour améliorer l'entraînement.

Ainsi, à la 2e armée qui occupait le secteur du front pourtant passif de Sedan, il fut décidé que les unités [10] ne consacreraient qu'un tiers de leur temps à l'instruction les deux autres

tiers étant dédiés à des travaux de terrassement. Dans les faits l'instruction fut finalement réduite à une demi-journée hebdomadaire. Quant aux divisions d'infanterie qui se trouvaient en arrière de la ligne Maginot et du front actif, qui la prolongeait jusqu'au Luxembourg, leur instruction se limitait souvent aux périodes « d'aguerrissement » peu productives, qu'effectuaient les petites unités dans le cadre des rotations qui avaient été instaurées.

En conséquence, les exercices et manœuvres d'ensemble furent rares pendant cette période, d'autant plus que les grandes unités ne furent mises sur pied que tardivement, dans le cas des DCR mais aussi dans celui des DLM. L'entraînement souffrait en outre du caractère schématique et processionnel déjà évoqué.

Les lacunes de l'Entre-deux-guerres ne furent donc guère compensées dans l'armée française face à une armée allemande qui avait choisi de privilégier les exercices et manœuvres en camps pour la plupart de ses unités. Il est à noter que la prise de décision dans des circonstances chaotiques y était systématiquement encouragée sans que cela exclût l'entraînement des états-majors à un travail de planification rigoureux.

En conséquence de cette situation, les chefs et les états-majors français manquèrent d'agilité face à un ennemi réactif.

Le général Blanchard (1ère armée) renonça ainsi à demander que la progression en Belgique se limitât à l'Escaut après le déclenchement de l'opération Dyle-Breda et la découverte de l'impréparation belge [11], de peur de provoquer la désorganisation de son armée.

C'est également ainsi que de graves difficultés survinrent dans le maniement des grandes unités, des DCR notamment, celles-ci venant d'être mise sur pied avec des moyens ne leur laissant qu'une autonomie très réduite et elles n'avaient pas effectuées de manœuvre d'ensemble [12]. De ce fait, les capacités des unités subordonnées ne purent être correctement utilisées quand celles-ci étaient bien entraînées, comme ce fût le cas des bataillons de chars lourds de la 3e DCR, qui ne reçurent pas l'ordre de déboucher dans l'après-midi du 14 mai 1940, alors qu'ils étaient prêts à attaquer et que le corps blindé de Guderian leur présentait son flanc gauche, faiblement défendu.

Les capacités de certaines unités de chars furent également sous-utilisées en raison du manque d'entraînement des unités d'infanterie au combat interarmes : le 14 mai matin, au sud de Sedan, alors qu'il importait d'agir au plus vite, les chars des compagnies du 7e bataillon de chars légers (BCL), qui agissaient de concert avec les bataillons du 213e RI, durent à plusieurs reprises interrompre leur progression pour aller chercher les fantassins qui ne suivaient pas.

La priorité donnée aux travaux de terrassement au détriment de l'entraînement au maniement des armes et à l'identification des matériels ennemis, aussi, ainsi qu'au développement de l'endurance des troupes eut par ailleurs des conséquences dramatiques : unités épuisées par des marches de quelques dizaines de kilomètres, paniques provoquées par les attaques de *Stuka* et par les *Panzer,* que l'on apercevait partout, qui eurent pour effet de créer une situation chaotique qui ne put être rétablie, à la suite de l'échec des contre-attaques évoquées ci-dessus [13].

Conclusion

En 1940, le haut commandement croyait que l'armée française était suffisamment bien instruite pour arrêter les Allemands et pour pouvoir se renforcer et s'entraîner ensuite à l'abri de solides défenses, afin de s'assurer la supériorité sur l'ennemi avec le concours de ses alliés, comme son devancier l'avait fait en 1917-1918.

Cette surestimation des capacités de l'armée française de 1940 découlait en grande partie d'un entrainement effectué avec des moyens incomplets et vieillis, qui empêchèrent le haut commandement de bien appréhender les nouvelles réalités de la guerre et, notamment, les possibilités offertes par le moteur à explosion et les transmissions.

Une telle surestimation l'empêcha de bien saisir les conséquences du manque d'entraînement des troupes dont il était pourtant conscient. Il se convainquit ainsi qu'en conduisant la bataille de manière méthodique il pallierait cet inconvénient.

Cette manière de procéder pouvait être appliquée avec des chances de succès dans le cadre d'une défensive s'appuyant sur un dispositif constitué d'organisations solides, permanentes ou de campagnes, et de réserves placées en arrière. Elle cessait d'être réaliste dès lors que l'armée française pénétrait en Belgique et dans les Pays-Bas avant de se mettre sur la défensive et que les réserves employées à cette tâche étaient supprimées.

Le haut-commandement croyait reproduire en l'améliorant la méthode adoptée en 1917-1918 ; mais, négligeant l'entraînement qui occupait alors la première place, il se mit dans une posture que son devancier de 1917-1918 avait soigneusement évité de prendre [14].

———————

[1] Cette situation fut favorisée par les restrictions budgétaires et par les choix défensifs effectués par le gouvernement sous pression de l'opinion.

[2] Entraînement clandestin en Russie soviétique notamment.
[3] Entraînement dans le cadre des activités d'organisations paramilitaires telles que le corps de transport national-socialiste (NSKK) qui, entre autres, objectifs organisait des compétitions automobiles pour améliorer le matériel.
[4] Missions de découverte et de l'exploitation.
[5] Cf. Instruction sur les grandes unités de 1936 (IGU 36)
[6] Qui apparaît pleinement dans l'IGU 36 dans laquelle quatre pages seulement lui sont consacrées.
[7] Demandée depuis longtemps par le maréchal Pétain, la création d'un ministère et d'un état-major de la Défense nationale furent sur le point d'être réalisés sous le ministère Bouisson, mais sa chute, en juin 1935, mit un terme au projet. En juin 1936 un ministre de la Défense nationale fut de nouveau institué, mais le titulaire du poste (E. Daladier) était également ministre de la Guerre. Quant à la fonction de chef d'EM de la défense nationale elle ne fut créée qu'en janvier 1938. Le général Gamelin qui en était le titulaire n'obtint cependant qu'un rôle de coordination entre les trois armées.
[8] Les matériels complémentaires nécessaires n'étant pas sortis.
[9] Une offensive fut bien déclenchée le 7 septembre, dans la Sarre ; Exécutée par 11 divisions, elle se limita à une progression de 8 kms sur un front de 32 kms, qui s'arrêta sans que la ligne Siegfried ait été entamée. Dès le 21 septembre, la retraite vers la ligne Maginot commença.
[10] Constituées de réservistes de catégorie B, leur niveau d'instruction était particulièrement faible.
[11] Il s'avéra que le dispositif défensif qui aurait dû être en place dans la trouée de Gembloux était quasi-inexistant.
[12] Non plus que les demi-brigades de chars dont elles étaient constituées.
[13] C'était bien l'entraînement qui était en cause car sur l'Aisne et la Somme (début juin 1940) et à Bir Hakeim (mai-juin 1942), les unités résistèrent efficacement aux *Panzer* et aux *Stukas* alors qu'elles disposaient d'un armement similaire.
[14] Un dispositif défensif solide, échelonné dans la profondeur et permettant ainsi de dégager d'importantes réserves d'intervention (40 divisions sur un total d'une centaine) - tout en favorisant l'instruction et l'entraînement, avait été mis en place pour faire face à la grande offensive allemande prévue pour le printemps 1918. Ce dispositif joua un rôle décisif dans les phases défensive et offensive des opérations qui se déroulèrent de mars à novembre.